

STOP - CA SUFFIT !!

Une caste dominante s'accapare les richesses produites par tous

Certes, dans notre pays, l'inégalité sociale est bien antérieure au gouvernement Macron! Mais celui-ci continue à l'amplifier de façon indécente: en France, les écarts de revenus après impôts vont de 1 à 120, 50 % des salariés sont payés au SMIC (1220 euros net mensuel) alors qu'un patron du CAC 40 gagne en moyenne 6,4 millions d'euros par an (soit 444 SMIC), le revenu net salarial n'a pas augmenté depuis trente ans alors que le CAC 40 cote + 378 % depuis sa création en 1987 et, enfin, on a distribué en 2018 plus de 40 milliards d'euros de dividendes aux actionnaires. Bref, comme Montaigne en son temps, on voit qu'il y a «...parmi nous des hommes pleins et gorgés de toutes sortes de commodités, et que d'autres sont mendiants à leurs portes, décharnés de faim et de pauvreté.»

Comment a-t-elle procédé ?

En fixant un carcan institutionnel et juridique : L'Europe que cette caste nous a imposée n'est ni libre, ni juste, ni efficace. Sa politique est anti-démocratique et ce qu'on appelle «Parlement européen» n'est pas un parlement: il n'a pas l'initiative des lois et ne peut pas modifier une virgule des traités européens.

En imposant un carcan monétaire: l'euro. Cette monnaie que cette caste nous a aussi imposée n'est pas adaptée à notre économie. C'est une monnaie calibrée pour le patronat allemand et qui concourt à la désindustrialisation de la France.

En fixant un cadre économique rigide: le néo-libéralisme. Le principe ultra-libéral de la concurrence - qui est le cœur des traités européens - consiste en effet à neutraliser la puissance publique (L'Etat, les régions, les communes). Soumise à des instances supranationales, celle-ci ne peut plus planifier l'économie, ni aider les secteurs industriels stratégiques, ni soutenir les services publics pour leur dimension sociale et écologique.

En contrôlant les médias et l'information. Les principaux médias sont la propriété de quelques milliardaires issus de cette caste et dont l'unique obsession est de formater des esprits dociles.

Les conséquences sont désastreuses pour notre société

Cette oligarchie méprise le peuple et ses institutions. Le seul but des capitalistes et banquiers, est de canaliser les échanges vers des circuits marchands pour en capter une partie significative. Le comble de ce système est atteint avec les entreprises multinationales, devenues maintenant plus puissantes que les Etats et qui entendent les soumettre à leurs propres lois. Les peuples n'ont plus leur mot à dire: rappelons-nous la trahison de la ratification du traité européen en 2008 par le Congrès alors que le peuple français s'était prononcé contre (à 55%) en 2005 par référendum.

Elle financiarise l'économie en instaurant une véritable dictature de la finance sur l'économie. Les critères de rentabilité priment sur l'économie réelle et sur les hommes, poussent les entreprises à délocaliser, et provoque un chômage de masse.

Elle attaque frontalement les salaires et engendre la pauvreté, la précarité et la souffrance au travail. Il y a malheureusement trop d'exemples autour de chacun d'entre nous pour qu'il soit nécessaire d'insister.

Elle appauvrit les finances publiques par la dette et dégrade l'ensemble des services publics. En brisant la marge d'action de l'Etat, cette caste a construit la dette publique. Celle-ci devient maintenant le prétexte pour privatiser la santé, l'eau, l'énergie, l'éducation et l'ensemble des services pour en tirer un profit maximal. La notion même de service public disparaît et avec elle un modèle social de solidarité issu du CNR de 1945.

Devant cette situation, l'action d'E.Macron est une forfaiture

Les réformes qu'il entreprend ne sont que des contre-réformes. Il s'agit en fait de transpositions de directives européennes conçues à Bruxelles pour préserver le profit de la caste. La privatisation de la SNCF, l'affaiblissement du droit du travail et la future réforme des retraites sont à ranger dans cette catégorie.

Ses mesures répressives ont un relent préfasciste. La répression exercée sur des manifestants pacifiques est une honte pour notre République. Elle contrevient à l'esprit d'un peuple politisé comme le nôtre, et nous renvoie aux pratiques lâches de l'histoire coloniale. Les donneurs d'ordre qui ont la responsabilité de mutilations et de blessures graves sur des citoyens ordinaires devront démissionner et rendre des comptes à la Nation. Non, M Castaner, ni la répression judiciaire ni la loi «anti-casseur» ne suffiront à dissuader les citoyens de poursuivre leur action et, le moment venu, le peuple n'oubliera pas!

Le grand débat qu'il instaure n'est qu'une imposture. C'est au mieux une stratégie d'enfumage pour étouffer le mouvement des Gilets Jaunes et au pire, une campagne présidentielle pour les élections européennes payée par les contribuables.

Il faut donc changer de système !

Changer les institutions. La constitution de 1958 n'est plus adaptée à notre société actuelle. Le quinquennat et l'inversion du calendrier ont fait de notre Assemblée Nationale un parlement «godillot» complètement asservi à l'exécutif et dont la forme actuelle offre un spectacle lamentable. Il faut donc, comme cela s'est fait en Islande, initier de toute urgence un «processus constituant» pour remettre à plat la règle du jeu politique et redonner du sens à la Démocratie. Mais ce ne sont pas aux hommes au pouvoir, d'écrire les règles qu'ils sont censés respecter et craindre. En République c'est le peuple qui est législateur, c'est lui qui est au sommet de l'Etat. A lui d'écrire cette nouvelle Constitution! Ce sera l'occasion pour la France, selon les modalités choisies par le peuple, de retrouver sa pleine souveraineté.

Reprendre notre monnaie. La France doit retrouver aussi sa souveraineté monétaire. Il ne s'agit pas de relancer une guerre de dévaluations compétitives mais simplement de reprendre le contrôle de l'émission monétaire et du crédit. La hantise de l'inflation qui semble résumer la politique monétaire de la BCE - au mépris d'un chômage de masse - est une ineptie coupable. Il faut en sortir.

Modifier l'ordre économique. L'ISF est une mesure indispensable et juste; il faudra le rétablir. Le CICE a montré son inefficacité; il faut le supprimer. La fraude fiscale est devenue le sport national des riches; il faut les dissuader. Les GAFAs ne payent pas leurs impôts: il faut leur faire comprendre qu'en France, on respecte les lois françaises. Les capitalistes nous menacent de partir avec leurs capitaux sous le bras? Qu'ils s'en aillent, ce sera plus dommageable pour eux que pour nous! Enfin, tous les secteurs vitaux de notre économie - à commencer par la Santé et l'Education ont vocation à rester sous le contrôle de la Nation, c'est à dire du peuple.

Contourner les médias dominants. Les chiens de garde du capitalisme, soutenus par des pseudo-philosophes, voient une dictature au Venezuela - qui a socialisé la rente pétrolière - et trouvent normal qu'à Paris des policiers éborgnent des manifestants. Bref, comme disait Coluche «A la télé, ils disent rien: c'est normal, y a trop de gens qui regardent». Nous nous formerons donc nous-même sur les ronds-points et dans les amphithéâtres dans une vaste démarche d'éducation populaire refondée à laquelle nous convions l'ensemble des intellectuels, économistes, et chercheurs qui n'ont pas fait acte de soumission à l'ordre établi.

Alors, continuons à lutter ensemble !

CHERS CONCITOYENS, le pouvoir ne nous divisera pas. Nous resterons unis avec nos différences et ensemble, nous bâtirons un monde plus juste.

SOYEZ SOLIDAIRES DES GILETS JAUNES ! REJOIGNEZ NOS RANGS !
giletsjaunespaysdemeaux@gmail.com